

**ARRETE PREFECTORAL N°DREAL-SR-2015-005**  
**relatif à l'autorisation de construction et d'exploitation de canalisation de transport de gaz de**  
**TIGF « déviation de la traversée de l'Aude en DN300 sur les communes de Cavanac et**  
**Carcassonne »**

Le préfet de l'Aude  
Chevalier de la Légion d'Honneur

- Vu** le code de l'énergie, et notamment le chapitre 1er du titre III du livre IV ;
- Vu** le code de l'environnement, chapitre IV du titre I du livre II et chapitre V du Titre V et du Livre V, et notamment la section 2 ;
- Vu** le code de l'urbanisme ;
- Vu** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Vu** le décret n°2004-251 du 19 mars 2004 modifié relatif aux obligations de service public dans le secteur du gaz ;
- Vu** le décret n° 2012-615 du 2 mai 2012 relatif à la sécurité, l'autorisation et la déclaration d'utilité publique des canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;
- Vu** l'arrêté du 4 juin 2004 portant autorisation de transport de gaz naturel pour l'exploitation des ouvrages dont la propriété a été transférée à la société Gaz du Sud-Ouest ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;
- Vu** l'article R214-1 du code de l'environnement précisant la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration et notamment les rubriques 3.1.2.0 et 3.1.5.0 ;
- Vu** la demande d'autorisation préfectorale en date du 21 novembre 2014 par laquelle la société TIGF, dont le siège social est situé 40, avenue de l'Europe – CS 20522 – 64010 Pau Cedex, sollicite l'autorisation de construction et d'exploitation de la déviation de la traversée de l'Aude en DN300 sur les communes de Cavanac et Carcassonne en forage dirigé et le dossier joint à cette demande ;
- Vu** la pièce 8 de la demande d'autorisation ci-dessus désignée, constituant un dossier de déclaration au titre des articles L214-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** le courrier en date du 2 mars 2015 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Languedoc-Roussillon jugeant complet et recevable le dossier de demande d'autorisation de TIGF ;
- Vu** les avis et observations formulés dans le cadre de la consultation des services administratifs et des collectivités territoriales intéressées, à laquelle il a été procédé dans le cadre de l'instruction administrative réglementaire ;
- Vu** le rapport et les propositions de l'inspection de l'environnement en date du 28 mai 2015 ;

Vu l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques le 18 juin 2015 ;

Considérant que la modification projetée vise à respecter les conditions de sécurité liées à l'exploitation de la canalisation ;

Considérant que le passage en forage dirigé vise à limiter les impacts environnementaux ;

Considérant la présence d'un captage d'alimentation en eau potable à environ 2 kilomètres en aval du projet au lieu-dit « Maquens » et que la zone de travaux se situe dans le périmètre rapproché de cette prise d'eau ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Aude :

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> :

Est autorisée la construction et l'exploitation par TIGF, dont le siège social est situé 40 avenue de l'Europe – CS 20522 – 64010 PAU Cedex, d'un tronçon de canalisation de gaz DN 300, sur une longueur de 320 m au niveau de la traversée de l'Aude sur les communes de Cavanac et Carcassonne conformément au projet de tracé figurant sur la carte annexée au présent arrêté et sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

### Article 2 :

L'autorisation de l'ouvrage de transport de gaz naturel concerne la canalisation ci-après :

Désignation de l'ouvrage	Longueur maximale (km)	Pression Maximale en Service : PMS (bars)	Diamètre nominal du tube (mm)	Profondeur d'enfouissement minimum (m)
Tronçon canalisation DN300 traversée de l'Aude	0,32	66,2 bars	Diamètre nominal de 300 mm	1

Le présent arrêté vaut également récépissé de déclaration au titre de l'article L. 214-7-2 du code de l'environnement pour les rubriques suivantes de la nomenclature des Installations, ouvrages, travaux et activités de l'article R. 214-1 du code de l'environnement : 3.1.2.0 ; 3.1.5.0.

Rubrique	Opérations soumises à déclaration dans la rubrique concernée
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet

**Article 3 :**

L'autorisation ne préjuge pas de l'application d'autres réglementations qui seraient nécessaires pour l'implantation de l'ouvrage mentionné au présent article. L'ouvrage autorisé est construit sur le territoire des communes de Cavanac et Carcassonne.

**Article 4 :**

L'ouvrage est construit et exploité conformément aux dispositions fixées par l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 susvisé ainsi qu' :

- au dossier de demande d'autorisation de construire et d'exploiter n° TL-AUDE-000-TIGF-000001 et notamment à l'étude de dangers (pièce 7 du dossier n° TL-AUDE-000-TIGF-000001) et au dossier de déclaration au titre des articles L214-1 et suivants du code de l'environnement (pièce 8 du dossier n° TL-AUDE-000-TIGF-000001),
- au programme de surveillance et de maintenance prévu à l'article R. 555-43 du code de l'environnement et au plan de sécurité et d'intervention prévu à l'article R. 555-42 du même code dont les mises à jour seront transmises au préfet et au service en charge du contrôle au plus tard avant la mise en service de l'ouvrage

Toute modification dans les caractéristiques de l'ouvrage est préalablement à sa réalisation portée à la connaissance du préfet de l'Aude conformément aux dispositions de l'article R. 555-24 du code de l'environnement.

**Article 5**

Le transporteur met en œuvre toutes les dispositions et mesures nécessaires pour la sécurité des personnes et la protection de l'environnement.

Pendant la phase des travaux, en cas de situation accidentelle susceptible d'affecter l'Aude ou en cas de pollution de l'Aude, le transporteur alerte dans les meilleurs délais le gestionnaire de la station de traitement d'eau de Maquens ainsi que l'Agence Régionale de la Santé. Une consigne écrite en ce sens est établie. Elle est tenue à la disposition de(s) l'entreprise(s) de travaux qui atteste(nt) en avoir pris connaissance.

**Article 6 :**

La mise en service de l'ouvrage se fait conformément aux dispositions de l'article R555-41 du Code de l'environnement et de l'article 14 de l'arrêté du 5 mars 2014 susvisé.

**Article 7:**

Le pouvoir calorifique du gaz transporté sec à la température de 0 degré Celsius et sous la pression de 1,013 bar est compris entre 10,4 et 12,8 kWh par mètre cube de gaz pour le réseau acheminant du gaz à haut pouvoir calorifique. La composition du gaz transporté sera telle qu'elle ne puisse entraîner d'effets dommageables sur les canalisations.

Toute modification dans les caractéristiques du gaz transporté, telles qu'elles sont définies ci-dessus, doit être autorisée par le service en charge du contrôle. Dans ce cas, le titulaire de l'autorisation de transport de gaz devra assurer aux utilisateurs une équitable compensation des charges supplémentaires résultant de cette mesure.

**Article 8 :**

La présente autorisation est accordée sans limitation de durée. Elle pourra être suspendue pour une durée limitée ou retirée par le ministre chargé de l'énergie dans les conditions prévues aux articles 4 et 5 du décret du 2 mai 2012 susvisé.

**Article 9 :**

En cas de changement d'exploitant, l'autorisation ne pourra être transférée que par autorisation du préfet, dans les dispositions de l'article R555-27 du Code de l'environnement.

**Article 10 :**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative conformément aux dispositions de l'article L.555-5 du code de l'Environnement

**Article 11 :**

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aude et affiché auprès des collectivités sur lesquelles le tronçon est implanté.

**Article 12 :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Aude, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Languedoc Roussillon, le maire de Cavanac, le maire de Carcassonne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie leur est adressée, et qui est notifié au pétitionnaire.

Carcassonne, le

le 8 JUN. 2015

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation  
Pour le secrétaire général absent  
La sous-préfète de Carcassonne

Sylvie SIFFERMANN

## Annexe

**Tracé de la déviation de la canalisation de transport de gaz de TIGF  
« déviation de la traversée de l'Aude en DN300 sur les communes de Cavanac et Carcassonne »  
(échelle 1 / 25 000)**



